Les Cahiers d'Outre-Mer
Revue de géographie de Bordeaux

255 | Juillet-Septembre 2011
Conflits en Afrique

À l'Ouest, quoi de nouveau ? Les obstacles à la paix en Casamance

Jean-Claude Marut

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/com/6289
DOI : 10.4000/com.6289
ISSN : 1961-8603

Éditeur
Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée
Date de publication : 1 juillet 2011
Pagination : 363-376
ISBN : 978-2-86781-697-0
ISSN : 0373-5834

Référence électronique
Jean-Claude Marut, « À l'Ouest, quoi de nouveau ? Les obstacles à la paix en Casamance », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 255 | Juillet-Septembre 2011, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 23 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/com/6289 ; DOI : 10.4000/com.6289

© Tous droits réservés

Les Cahiers d'Outre-Mer, 2011, n° 255, p. 363-376.

À l'Ouest, quoi de nouveau ? Les obstacles à la paix en Casamance

Jean-Claude MARUT[1]

En 1996, dans un article de la revue *Afrique contemporaine*, je posais la question : « le conflit casamançais peut-il finir ? » (Marut, 1996). Il avait alors 14 ans ; il en a aujourd'hui le double et est devenu l'un des plus longs, sinon le plus long qu'ait connu le continent depuis les Indépendances[2]. Aucune perspective de négociation n'est pour autant en vue pour mettre un terme à ce conflit de basse intensité qui oppose une rébellion indépendantiste à l'État sénégalais dans cette région enclavée au sud-ouest du pays, où quelques centaines de combattants tiennent tête depuis bientôt 30 ans à une armée gouvernementale forte de plusieurs milliers d'hommes[3].

I - Un problème de déficit politique

La rébellion est née d'une mobilisation populaire dans une situation de crise. À la fin des années 1970, sur fond d'explosion démographique, une crise climatique (sécheresse) et une crise financière de l'État conjuguent leurs effets pour obscurcir l'avenir des jeunes. La crise et les remèdes adoptés (plans d'ajustement structurels) ont des effets dans tout le Sénégal (fig. 1). Mais c'est en Basse Casamance qu'ils sont les plus dévastateurs, en raison de l'inversion des flux résultant de l'arrêt de l'important exode rural vers Dakar (soupape

1 Chercheur associé au laboratoire LAM (Les Afriques dans le monde), CNRS-IEP Bordeaux-Université Bordeaux 3 ; mél : jc.marut@orange.fr

2 Contemporain du conflit casamançais, le conflit du Sud-Soudan a duré 22 ans (1983-2005). Plus ancien, celui du Sahara occidental n'a duré que 15 ans (1976-1991). Mais le cessez-le-feu n'a pas débouché sur un règlement, en raison de l'hostilité marocaine à l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le Sénégal est l'un des rares pays du continent à soutenir la position du Maroc.

3 En l'absence de données officielles, on peut estimer que, selon les périodes, c'est entre le tiers et la moitié des forces armées sénégalaises qui sont engagés dans le conflit.

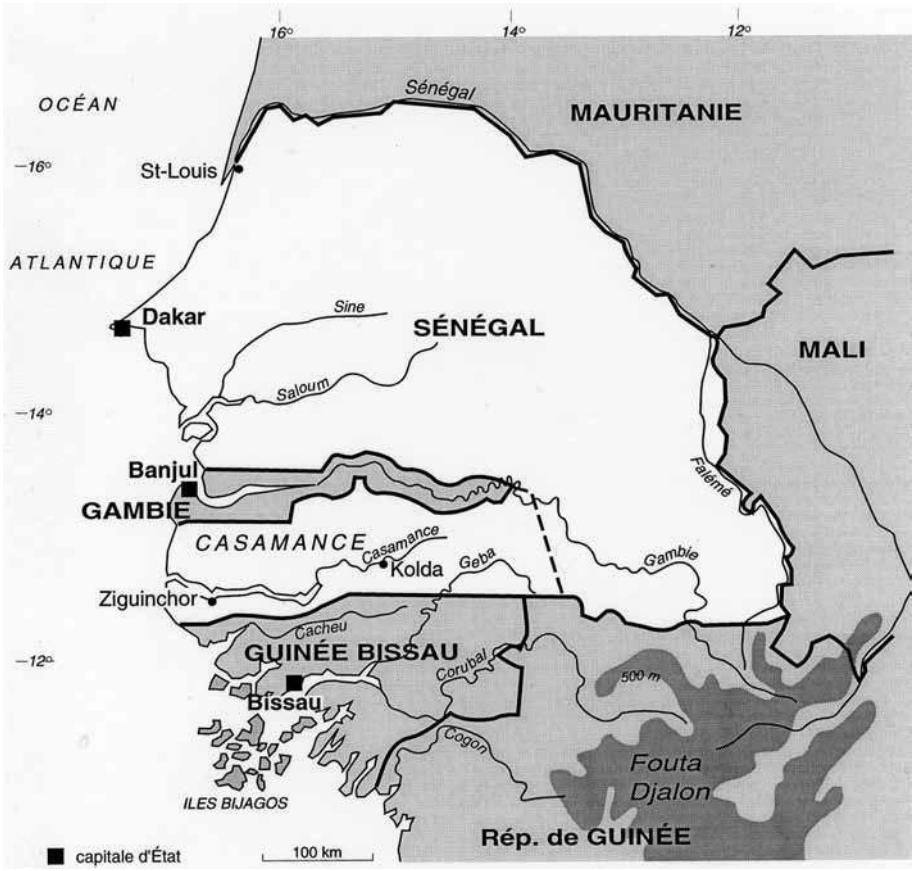

Figure 1 – La Casamance dans le Sénégal

au sous-emploi local) et de l'arrivée d' « étrangers » dans une région réputée pour sa richesse (« la Verte Casamance »). Le mécontentement se tourne contre les « Nordistes », et se nourrit d'un discours identitaire casamançais, mais se tourne aussi contre le parti socialiste (PS) au pouvoir, y compris ses représentants locaux. Le manque de réponses du pouvoir en place, tout comme l'absence de perspective d'alternance rapide au sommet de l'État, font apparaître un vide politique. C'est ce vide qu'exploitent des entrepreneurs politiques en proposant l'Indépendance comme réponse : un point de vue qui va être réprimé par l'État.

Au départ, l'histoire du conflit casamançais est donc celle de conflits sociaux et identitaires qui dégénèrent en conflit violent faute d'espace public de débat, puis d'un conflit nationaliste simple qui devient complexe par son enchevêtrement avec des rivalités internes et externes, dans lesquelles les acteurs cherchent à s'instrumentaliser. Mais elle est aussi l'histoire d'une lente

modification du rapport de forces en faveur de l'État sénégalais, qui ne fait qu'exacerber des deux côtés les tentations jusqu' « auboutistes ».

II - Une guerre de bientôt trente ans

Tout commence par la répression gouvernementale de la première (et dernière) manifestation pacifique en faveur de l'Indépendance, organisée par le Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC) à Ziguinchor, la capitale régionale, le 26 décembre 1982. Et est suivi par le choix de la lutte armée par les indépendantistes pour y répondre, un an plus tard : après l'échec d'un raid sur la ville, le 18 décembre 1983, ils créent le premier maquis dans les forêts voisines. Après avoir résisté plusieurs années aux ratissages de l'armée sénégalaise, les maquisards, qui se sont renforcés, passent à l'offensive en avril 1990 dans toute la Casamance maritime (le pays Joola, pour l'essentiel). Ils bénéficient pour cela de soutiens dans les pays voisins, la Gambie et la Guinée-Bissau, qui ont des contentieux avec le Sénégal. Ils bénéficient également d'un incontestable capital de sympathie dans une partie importante de la population, que renforcent un premier cessez-le-feu, en 1991, et les exactions commises par les forces gouvernementales.

Mais ce qui est perçu comme un succès militaire se traduit vite par un échec politique avec l'éclatement de la rébellion : en l'absence d'un accord de paix, les « modérés » déposent les armes au Nord, avec le soutien de l'État (Front Nord), tandis que les « radicaux » les reprennent au Sud (Front Sud), le long de la frontière bissau-guinéenne, avec la caution de l'abbé Augustin Diamacoune Senghor, le chef spirituel du mouvement.

La deuxième moitié des années 1990 marque un tournant majeur dans le conflit, avec l'amorce d'un lent processus d'affaiblissement du MFDC :

- tant la fragilisation de son argumentaire que ses exactions contre les civils lui font perdre beaucoup de ses soutiens intérieurs ;
- après une interruption due à une brève mais violente guerre civile à Bissau (1998-1999), dans laquelle s'invitent les deux protagonistes du conflit casamançais, Dakar reprend son rapprochement avec son voisin méridional, privant la rébellion de précieux soutiens.

Il en résulte une redistribution des cartes au sein d'un MFDC affaibli et divisé, avec le basculement progressif de l'abbé Diamacoune et d'une partie du Front Sud dans le camp des « modérés ».

Les années 2000 sont celles des espoirs déçus. Alors que l'arrivée au pouvoir à Dakar de l'opposant Abdoulaye Wade en 2000 laissait augurer un

règlement rapide, il faut attendre 2004 pour la signature d'un « accord de paix ». Encore s'agit-il d'un accord en trompe-l'œil, puisque, du côté du MFDC, il n'engage guère que l'abbé Diamacoune et ne s'accompagne d'aucune négociation. Et, dans le même temps, l'État sénégalais recourt à la force pour briser les dernières résistances. S'appuyant sur l'armée bissau-guinéenne et sur des groupes rebelles « modérés », les forces gouvernementales ne parviennent cependant qu'à relancer et à élargir le conflit : bien que divisés et affaiblis, les « radicaux » accentuent la pression sur les forces gouvernementales à partir de 2009, tandis que les soutiens que certains d'entre eux trouvent en Gambie font monter la tension entre Dakar et Banjul.

III - Une situation paradoxale

Cette prolongation du conflit armé dans un État réputé démocratique a de quoi surprendre *a priori.* Surtout quand on sait que, dans le même temps, à l'autre extrémité de l'Afrique, un conflit du même type[4] (mais autrement plus intense) a trouvé une solution politique dans un État dictatorial : par un cessez-le-feu signé en 2002 et un accord de paix signé en 2005, Khartoum avait en effet accepté de reconnaître le droit à l'autodétermination de ses provinces méridionales, pourtant riches en pétrole. C'est ainsi qu'au début de cette année, à l'issue d'un scrutin dont le résultat ne faisait aucun doute, la population du Sud-Soudan s'est prononcée à une écrasante majorité en faveur de l'Indépendance. Et un nouvel État est né en juillet, amputant le plus grand pays africain de toute sa partie méridionale (et de ses richesses pétrolières) : une première sur un continent jusque-là soumis au dogme du respect des frontières héritées de la colonisation[5]. Tout n'est certes pas réglé, et le conflit risque de rebondir sur de nouvelles bases, en l'occurrence, un litige frontalier entre deux États indépendants. Mais pas plus le principe de l'autodétermination que l'Indépendance qui en a résulté ne sont *a priori* remis en cause. On peut donc légitimement se demander pourquoi ce qui a été possible au Soudan de l'islamiste Omar El Bechir ne le serait pas au Sénégal du libéral Wade.

4 En dépit des apparences, cette ressemblance a des limites. L'image d'un conflit entre un Nord musulman et un Sud animiste et chrétien est valable pour le Soudan. Elle ne l'est pas pour le Sénégal, où la Casamance (y compris la zone rebelle) est majoritairement musulmane. Par ailleurs, le défunt leader du SPLA (*Soudan People's Liberation Army*), John Garang, avait pendant longtemps défendu la thèse d'un Soudan unitaire et laïc (refus de l'imposition de la *charia* par le Nord).

5 Pour l'Union africaine, comme pour l'Organisation de l'Unité Africaine qui l'a précédé, les frontières héritées de la colonisation sont déclarées intangibles. Des modifications de frontières ont certes déjà eu lieu, au moment des Indépendances : mais, il ne s'agissait que de fusions d'entités coloniales (Cameroun, Ghana, Somalie,…). L'indépendance de l'Érythrée relevait d'un autre cas de figure, faisant suite à une annexion par l'Éthiopie indépendante (un peu comme le Sahara espagnol a été annexé par le Maroc indépendant en 1976). L'indépendance du Sud-Soudan est donc bien la première scission au sein d'un État successeur de la colonisation.

C'est ce paradoxe que je voudrais ici éclairer. En montrant que les obstacles à la paix en Casamance sont liés à un déséquilibre des forces en présence, avec un État sénégalais qui se sent suffisamment fort pour ne pas avoir à négocier, ne laissant à une rébellion affaiblie d'autre possibilité que la poursuite de la lutte armée.

IV - Une rébellion affaiblie

1 - La perte de soutiens intérieurs

En trente ans, le mouvement indépendantiste n'a jamais réussi à élargir son audience à l'ensemble de la Casamance, restant implanté pour l'essentiel dans sa partie occidentale, le pays Joola. Mais, même là, il n'a pas réussi à entraîner toute la population derrière lui, et a même progressivement perdu une partie de ses soutiens initiaux, se retrouvant ainsi privé en partie de la base sociale qui lui conférait une légitimité. Et cela pour plusieurs raisons :

- la fragilité de son argumentaire : recourant largement au mythe et invoquant volontiers la thèse du complot, le discours historico-juridique développé par l'abbé Diamacoune ne résiste guère à la critique ;
- sa déconnexion à l'égard des préoccupations quotidiennes de populations qu'il prétend représenter ; totalement absent des luttes sociales et politiques, le MFDC ne propose d'autre horizon qu'une Indépendance censée régler tous les problèmes, et que la lutte armée pour y parvenir ;
- le comportement des maquisards : les exactions contre la population civile (pillage de boutiques, braquage de véhicules, …), la corruption, les divisions, les sanglants règlements de comptes internes…sont autant d'éléments qui ont contribué à discréditer le MFDC.

Sur un autre plan, le MFDC a perdu des soutiens de circonstance dans la classe politique sénégalaise. Dans les années 1980-2000, une commune hostilité au PS au pouvoir s'était traduite par une instrumentalisation réciproque de l'opposition légale par la rébellion et de la rébellion par l'opposition. L'arrivée de cette opposition au pouvoir en 2000 (élection d'Abdoulaye Wade à la Présidence) a mis un terme à ces relations ambiguës. Amplifiant des pratiques antérieures, le pouvoir libéral se borne à soutenir des « modérés » contre les radicaux, contribuant ainsi à l'affaiblissement de la rébellion.

2 - La perte de soutiens extérieurs

À la différence de ce qui s'est passé par exemple au Soudan, la rébellion casamançaise n'a jamais bénéficié de soutiens extérieurs importants et

durables. Relayés par des voisins du Sénégal, les soutiens irakiens ou libyens n'ont jamais été que marginaux et appartiennent aujourd'hui au passé. Dernièrement, des livraisons d'armes iraniennes *via* la Gambie ont permis pendant une brève période à un groupe radical de mener des actions spectaculaires contre l'armée sénégalaise. Mais une telle démonstration de force est en même temps une preuve de faiblesse, révélant la dépendance rebelle à l'égard d'acteurs extérieurs. Restent les seules possibilités offertes par les pays voisins pour peu qu'ils soient en froid avec Dakar, ce qui n'est plus le cas pour la Guinée-Bissau.

Depuis le milieu des années 1990, le règlement du contentieux territorial entre Bissau et Dakar[6], qui expliquait pour une large part les soutiens que le MFDC trouvait au sein de l'appareil d'État bissau-guinéen, a en effet privé les maquisards casamançais d'une base arrière vitale. Plus grave encore pour la rébellion, à partir de 2001, l'armée bissau-guinéenne est intervenue dans le conflit casamançais contre les radicaux, indirectement, en appuyant des groupes rebelles « modérés » (une partie du Front Sud, le groupe dit de Cassolol, de César Badiate), voire directement, en pénétrant en territoire sénégalais, avec le feu vert de Dakar. Aujourd'hui, après de sanglants règlements de comptes sur fond de trafic de drogue, un fragile équilibre politico-militaire à la tête de l'État maintient Bissau à l'écart du conflit casamançais.

La Gambie reste donc le dernier pays de la sous-région – sinon le dernier pays – à soutenir la rébellion, ou plus exactement une faction de la rébellion, un soutien qui renvoie à l'expérience malheureuse d'une confédération sénégambienne imposée par le Sénégal dans les années 1980. Il en a résulté une méfiance réciproque entre les deux pays (à la crainte sénégalaise d'une pénétration gambienne répond la crainte gambienne d'un encerclement, voire d'une invasion sénégalaise), méfiance qui a tourné à un véritable bras de fer ces dernières années. Mais la marge de manœuvre des dirigeants gambiens reste limitée par la taille du pays (le plus petit du continent) et son semi-enclavement. C'est pourquoi, après la récente découverte au Nigeria d'une cargaison d'armes iraniennes qui lui étaient destinées, le dictateur gambien Yahya Jammeh, menacé de déstabilisation par Dakar, a fait pression sur son protégé, le chef maquisard radical Salif Sadio : celui-ci a dû suspendre ses raids meurtriers dans le nord de la Casamance, non sans miner tout le secteur.

6 La revendication porte sur une partie de la Zone économique exclusive (ZEE), renfermant un gisement de pétrole. En contrepartie de l'abandon de sa revendication, Bissau a obtenu des compensations, notamment de la France (entrée dans la Zone franc et dans la Francophonie).

3 - Une guérilla isolée

Depuis le début du conflit, les maquisards ont établi leurs bases le long ou à proximité des frontières gambienne et bissau-guinéenne. Ils en ont rarement été délogés. Et encore, dans ce cas, était-ce pour se reconstituer ailleurs (Salif Sadio a ainsi basculé à plusieurs reprises d'une frontière à l'autre). C'est à partir de ces bases qu'ils mènent leurs coups de main, pour se ravitailler ou pour attaquer des objectifs militaires. Mais ils n'ont jamais « libéré » aucune portion de territoire casamançais.

La faiblesse des soutiens intérieurs et extérieurs et l'absence de ressources stratégiques dans le sous-sol ont conduit les groupes maquisards à ne compter que sur eux-mêmes. C'est ainsi qu'ils ont pu développer une véritable économie de guerre :

- par le contrôle des trafics des produits locaux : bois (bois d'œuvre ou combustible), fruits cultivés (noix de cajou) ou fruits de la forêt, cannabis (dont la Basse Casamance est grosse productrice) ;
- par le contrôle de circuits de commercialisation de produits importés à bas prix (gros trafics avec la Gambie en particulier) ;
- par des prélèvements sur les populations (pillages de boutiques, braquages, voire vols de véhicules) et sur l'armée (fourniture en armes, voire en véhicules).

L'autosubsistance qui en résulte permet aux groupes armés d'être autonomes vis-à-vis des responsables politiques du MFDC. D'autant qu'avec la baisse des cotisations résultant de l'étiolement du mouvement, la possibilité pour ces derniers de créer ou de maintenir des liens « clientélaires » s'est sensiblement réduite. Cette autonomisation des groupes armés est ainsi devenue un facteur de prolongation du conflit car elle a favorisé la corruption. Les chefs des maquis de Diakaye (nord) et de Cassolol (sud) ont ainsi accepté l'aide multiforme de l'État sénégalais (ou de son allié bissau-guinéen). Cette aide a contribué à les pacifier, depuis 20 ans pour Diakaye, depuis une dizaine d'années pour Cassolol. Mais aussi à les discréditer : c'est d'ailleurs en réaction contre cette dérive que des dissidents ont quitté Cassolol en 2009 pour reprendre la lutte armée.

Aujourd'hui, seuls le groupe de Salif Sadio et ce groupe de dissidents (sous la direction de Gnantang Diatta) résistent (chacun de son côté) à l'armée sénégalaise. Ils ont pu porter des coups importants aux forces gouvernementales, et peuvent encore en porter. Mais leur objectif de « libérer » la Casamance par les armes semble plus que jamais inaccessible. Reste la perspective d'un coup d'éclat qui contraindrait l'État sénégalais à négocier.

Trop affaibli, le MFDC – en tout cas sa branche radicale - n'a ainsi plus d'autre ambition que de modifier par les armes le rapport de forces sur le terrain en sa faveur, dans la perspective d'une négociation.

4 - Un mouvement divisé

Souvent présenté par l'État sénégalais comme une raison pour ne pas négocier, et donc comme un obstacle à la paix, la division du mouvement rebelle est un réel problème. Encore ce problème doit-il être relativisé : la réalité est plus simple que ce que suggère un brouillage pas toujours innocent.

Du côté de l'aile militaire, il faut en effet distinguer entre les radicaux, ceux qui continuent à se battre contre l'État sénégalais (groupes Salif et Gnantang) et les « modérés », ceux qui non seulement ne se battent plus contre lui, mais qui ont à l'occasion combattu avec lui ou pour lui, et qui reçoivent ou ont reçu de lui une partie de leur subsistance (Diakaye, Cassolol). La situation est la même du côté de l'aile civile, où l'on peut distinguer entre ceux qui, dès le premier cessez-le-feu ou après, et avec le soutien de l'État, ont émis des doutes sur la revendication indépendantiste et ont critiqué la lutte armée, et ceux qui, comme Mamadou Nkrumah Sané, n'ont jamais renoncé. Reconnu par le groupe Gnantang (dont il a appuyé la création), et plus ou moins accepté par le groupe Salif, Sané jouit d'une double légitimité : légitimité historique (il est le véritable créateur du MFDC) et légitimité politique (il n'a jamais pactisé avec Dakar). C'est cette double légitimité qui lui a permis de s'autoproclamer secrétaire général du MFDC à la mort de Diamacoune en 2007. Quoi qu'on pense de son intransigeance et de son autoritarisme, il apparaît comme un interlocuteur incontournable, sinon l'interlocuteur incontournable dans la recherche d'une solution négociée. Dire cela n'est pas émettre un jugement de valeur sur l'homme ou son projet, mais reconnaître la réalité. Si l'État sénégalais voulait la paix, il y a longtemps qu'il aurait reconnu cette réalité. Or, si l'on excepte le premier cessez-le-feu, en 1991, il a toujours choisi des interlocuteurs « modérés », à savoir des personnalités non représentatives de ceux qui se battaient. Porteuses d'autres sensibilités, d'autres points de vue sur l'avenir de la Casamance, ces personnalités auraient toute leur place dans le débat public qui devrait s'instaurer après la négociation d'un véritable cessez-le-feu. Encore faudrait-il vouloir cette négociation. Fort de l'évolution de la situation en sa faveur, l'État sénégalais n'y semble pas prêt.

V - Un État en position de force

L'émergence du mouvement indépendantiste en 1982 et son passage à l'offensive en 1990 avaient quelque peu déboussolé l'État sénégalais. La réhabilitation de la culture joola et la promotion de cadres autochtones ne pouvaient pas contrebalancer une répression souvent aveugle et contre-productive. Au fil des ans, tout en se renforçant, l'État a appris à gérer le conflit et a obtenu des résultats. Il est parvenu à couper une partie des liens entre la rébellion et la population d'une part, entre la rébellion et les pays voisins d'autre part. Et il essaie de reconstituer le lien entre la Casamance et Dakar. En retour, cette plus grande maîtrise de la gestion l'a renforcé dans sa conviction d'être assez fort pour ne pas avoir à négocier. Pour autant, l'État sénégalais ne peut ni ne veut régler le conflit par les armes. Sinon, on peut penser qu'il l'aurait déjà fait depuis trente ans.

1 - Une maîtrise militaire

Il ne le peut pas pour des raisons militaires, car on est dans une situation de conflit asymétrique, dans laquelle une armée régulière peut difficilement venir à bout d'une guérilla évoluant dans un milieu particulièrement favorable.

Il ne le veut pas pour des raisons politiques : tout d'abord parce qu'il considère que ce serait contre-productif : son image de marque de pays démocratique, qui lui vaut les soutiens de la communauté internationale, lui interdit en effet de chercher à écraser une rébellion sous les bombes ; mais aussi parce qu'il considère que c'est inutile, estimant contrôler suffisamment la situation pour ne pas se sentir en danger. Le fait est que le conflit reste circonscrit à la région qui en est l'enjeu (et encore ne s'agit-il que d'une petite partie de la région, à l'Ouest). Et si l'on excepte le périmètre des bases rebelles, à proximité, voire le long des frontières bissau-guinéenne et gambienne, on peut considérer que les forces gouvernementales continuent de contrôler la plus grande partie du territoire casamançais. Aucun objectif stratégique n'y a jamais été sérieusement menacé, qu'il s'agisse d'objectifs civils (les villes, les nombreux ponts, vitaux pour le désenclavement, les aéroports de Ziguinchor ou de Cap Skirring…) – ou d'objectifs militaires (les camps de Ziguinchor, Bignona ou Elinkine…).

Alors que l'image de la rébellion s'est progressivement dégradée, celle de l'armée sénégalaise s'est en outre sensiblement améliorée, notamment depuis le début des années 2000 : non seulement on ne signale pratiquement plus d'exactions, mais ce sont souvent les populations qui réclament une plus grande présence militaire pour les protéger des bandes rebelles.

2 - Une maîtrise politique

L'État sénégalais a de diverses manières contribué à diviser la rébellion (tout en prenant prétexte de cette division pour ne pas négocier), en délégitimant le discours indépendantiste, en soutenant les responsables qui avaient des doutes. L'argent a joué un rôle important dans cette entreprise, versé sans compter à des intermédiaires chargés de le redistribuer aux chefs de maquis, non sans provoquer des rivalités parfois sanglantes.

Il est également parvenu à affaiblir les liens entre la rébellion et la population, et entre la rébellion et les pays voisins.

Il a enfin entrepris de reconstituer des liens entre la Casamance et Dakar, compromis par la crise des années 1970 et par la guerre. Cette reconstitution du lien est même devenue un atout majeur du régime de l'Alternance à partir de 2000[7]. Favorisée par l'amélioration de la situation financière de l'État et par l'importante aide internationale, elle s'est exercée dans deux directions privilégiées :

- le renforcement du lien matériel : infrastructures et moyens de communication, équipements scolaires et universitaires.
- le renforcement du lien politique : la promotion de nouveaux hommes forts dans la région (Abdoulaye Baldé, proche du chef de l'État) a réactivé le clientélisme sur de nouvelles bases.

Ce sont autant d'initiatives qui démontrent, s'il en était besoin, que la politique c'est aussi la continuation de la guerre par d'autres moyens…

Pour mener à bien ses objectifs, l'État bénéficie d'un large consensus intérieur. Il bénéficie également d'une aide extérieure conséquente, que lui valent à la fois la situation stratégique du Sénégal et son positionnement politique pro-occidental. C'est ainsi que le président Wade a réussi à « vendre » à la communauté internationale le pseudo-accord de paix de 2004, une opération qui a rapporté beaucoup de milliards de Francs cfa sans pour autant apporter la paix. Dans ce domaine, les États-Unis de Bush sont apparus comme un partenaire privilégié du « processus de paix » du régime Wade, à travers leur agence de développement, l'US AID, relayée par des ONG locales[8].

Au total, les soutiens extérieurs contribuent fortement à la dissymétrie du conflit casamançais. En allégeant le poids financier du conflit et en confortant Dakar dans son immobilisme, ils contribuent de fait à la prolongation du conflit.

7 Voir les travaux de Vincent Foucher sur la question.

8 Notamment par la mise en œuvre d'un modèle de résolution des conflits censé s'appuyer sur la tradition. En fait, un modèle importé et « vendu » clés en mains à des ONG locales en mal de reconversion (le « développement » ne fait plus recette). Sur ce point, voir Marut, 2009, p. 107-124.

3 - Des limites

Le choix de l'État sénégalais de renforcer le lien entre Dakar et la Casamance est loin de résoudre tous les problèmes. C'est ainsi que le souci louable d'élever le niveau de formation de la jeunesse casamançaise se heurte à un obstacle : celui des débouchés dans la région. En l'absence de véritable développement, et donc de créations d'emplois sur place, les jeunes Casamançais devront-ils reprendre, comme leurs aînés, le chemin de Dakar, qui continue de concentrer l'essentiel de l'investissement au Sénégal ? L'amélioration de la desserte n'aurait-elle pour effet que de faciliter leur exode ? Sans parler du risque qu'une partie de ceux qui préfèrent rester sur place n'aillent grossir les rangs de la rébellion…

Sur ce plan-là, le choix de l'État sénégalais de ne pas négocier, et donc de prolonger la guerre, a des coûts humain et politique. Le coût humain concerne pour l'essentiel les Casamançais, principales victimes du conflit : victimes civiles (assassinats, mines, …), combattants, non seulement du côté rebelle, mais aussi du côté de l'armée sénégalaise (dans laquelle ils sont nombreux). Les Casamançais sont également les principales victimes des conséquences du conflit (marasme économique résultant de l'insécurité dans la région).

Le coût politique concerne en premier lieu l'État sénégalais, avec des risques de connexion du conflit avec des crises internes ou externes. À quelques mois d'une élection présidentielle plus qu'indécise, les crises économique et sociale actuelles font craindre une situation explosive. Sur le plan extérieur, en dépit des tentatives de calmer le jeu, la tension avec la Gambie peut vite dégénérer. Et le fragile équilibre au sommet de l'État en Guinée-Bissau peut exploser à tout moment, réactualisant la crainte d'une déstabilisation sous-régionale.

*

C'est paradoxalement l'évolution des rapports de forces en faveur de l'État sénégalais qui conduit à une impasse dans le conflit casamançais. Il fonde le sentiment de supériorité qui incite les responsables dakarois à nier la réalité politique du conflit et de ses causes, à tout faire pour ne pas avoir à négocier, et donc à le laisser pourrir, quelles qu'en soient les conséquences pour les Casamançais et les risques pour le Sénégal. Une telle posture ne laisse guère d'autre choix aux radicaux du MFDC que de chercher à modifier le rapport de forces par les armes pour imposer une négociation. En dépit de l'affichage des discours, aucune solution politique ne semble ainsi envisageable dans la situation actuelle parce que, pour des raisons opposées, aucun des deux protagonistes n'en veut. Faudrait-t-il donc attendre des décennies avant que

l'État sénégalais vienne à bout de la rébellion ? Ou espérer quelque action spectaculaire des maquisards pour contraindre ce même État à négocier ? Dans les deux cas, la guerre en Casamance pourrait encore avoir de beaux jours devant elle.

À moins que la population sénégalaise ne fasse entendre sa voix pour imposer à l'État sénégalais la reconnaissance du point de vue indépendantiste et l'ouverture immédiate de négociations avec les représentants de ceux qui se battent. Les prises de position et les initiatives en ce sens se multiplient au Sénégal, et depuis longtemps en Casamance, sous l'impulsion d'organisations de la société civile ; et plus récemment à Dakar, émanant de chefs religieux et de responsables politiques, ou encore des conclusions des Assises nationales. Il y a là une évolution encourageante. Encore ces initiatives gagneraient-elle à identifier plus précisément les véritables interlocuteurs de l'État sénégalais : il est bien connu qu'on ne fait la paix qu'avec ses ennemis. Encore gagneraient-elles aussi à mieux cerner les raisons des blocages.

Mais ce n'est pas tout. L'avenir de la région ne saurait en effet pas être laissé entre les seules mains de ceux qui prétendent la représenter – État sénégalais et MFDC – et qui ont échoué depuis trente ans à répondre aux aspirations de ses habitants. Si, au-delà de ses conditions d'émergence (une crise du lien avec l'État sénégalais), on s'accorde à considérer que le conflit casamançais trouve sa source dans un déficit politique (l'absence d'espace de discussion), aucune solution durable ne pourra faire l'économie d'un large débat public sur l'avenir de la Casamance, sur le type de société que veulent ses habitants, sur sa place dans le Sénégal et dans la sous-région. Ce débat concerne au premier chef les Casamançais. Mais il concerne également l'ensemble des citoyens sénégalais. Au-delà des enjeux de pouvoir, ce serait une manière de réintroduire du politique, en tant que lieu d'organisation du vivre-ensemble. On peut penser que la démocratie sénégalaise aurait tout à y gagner.

Bibliographie

Foucher Vincent, 2002 - Les « évolués », la migration, l'école : pour une nouvelle intreprétation de la naissance du nationalisme casamançais. In : Diop M.-C., dir. - *Le Sénégal contemporain*. Paris : Karthala, p. 375-424.

——, 2003 - Pas d'alternance en Casamance ? Le nouveau pouvoir sénégalais face à la revendication séparatiste casamançaise. *Politique africaine*, Paris, n° 91, p. 101-119.

——, 2007 - Sénégal : The Resilient Weakness of Casamançais Separatists. In : Boas Morten et Dunn Kevin C., eds. - *African Guerrillas : Raging against the Machine*. Boulder, CO : Lynne Rienner Publisher.

——, 2011 - On the Matter (and Materiality) of the Nation : Interpreting Casamance's Unresolved Separatist Struggle. *Studies in Ethnicity and Nationalism*, vol. 11, n° 1, p. 82-103.

Marut Jean-Claude, 1996 - Le conflit casamançais peut-il finir ? In : L'Afrique face aux conflits. *Afrique contemporaine*, n° 180, oct.-nov., p. 75-83.

——, 2002 - Le conflit casamançais est-il soluble dans l'État-nation. In : Diop M.-C., éd. - *Le Sénégal contemporain*. Paris : Karthala, p. 425-458.

——, 2009 - L'instrumentalisation d'un modèle. Les mécanismes traditionnels de résolution des conflits africains. In : Darbon D., dir. - *La politique des modèles. Simulation, dépolitisation et appropriation*. Paris : Karthala, p. 107-124.

——, 2010 - *Le conflit de Casamance. Ce que disent les armes*. Paris : Karthala, 420 p.

Résumé

Alors qu'à l'autre extrémité du continent (au Sud-Soudan) un conflit du même type a trouvé une issue politique, aucune perspective de négociation n'est en vue pour mettre un terme au conflit séparatiste de Casamance : quelques centaines de maquisards y tiennent tête depuis bientôt 30 ans à l'armée sénégalaise, ce qui fait de ce conflit l'un des plus longs, sinon le plus long qu'ait connu l'Afrique depuis les Indépendances.
Son origine renvoie à des conflits sociaux et identitaires qui dégénèrent en conflit violent faute d'espace public de débat. Et son histoire est celle d'un conflit nationaliste simple au départ, mais qui devient rapidement complexe par son enchevêtrement avec des rivalités internes et externes, dans lesquelles les acteurs cherchent à s'instrumentaliser.
À l'inverse de ce qui s'est passé au Sud-Soudan, la rébellion ne bénéficie d'aucun soutien de la communauté internationale, et a perdu beaucoup de ses soutiens initiaux. C'est d'ailleurs, paradoxalement, l'évolution des rapports de force en faveur de l'État sénégalais qui conduit à l'impasse actuelle. Leur sentiment de supériorité incite en effet les responsables dakarois à nier la réalité politique du conflit et de ses causes, à tout faire pour ne pas avoir à négocier, et donc à le laisser pourrir, quelles qu'en soient les conséquences pour les Casamançais et les risques pour le Sénégal. Une telle posture ne laisse guère d'autre choix aux radicaux de la rébellion que de chercher à modifier le rapport de forces par les armes pour imposer une négociation.

Mots-clés : Sénégal, Casamance, Gambie, Guinée-Bissau, MFDC, nationalisme, conflit séparatiste, guérilla, négociation.

Abstract

All quiet on the Western front ? Obstacles to peace in Casamance

While the conflict of South Sudan, on the other side of the African continent, has recently reached a political solution, this does not seem a possibility for the separatist struggle in Casamance : there, a few hundred guerrillas have been confronting the Senegalese armed forces for almost thirty years, one of the longest armed conflicts in postcolonial Africa.

This conflict was born from social and identity tensions which degenerated in violence for lack of a public space for debate. Its history is that of a standard nationalist struggle getting more and more complex as it got entangled in internal and external rivalries and attempts at instrumentalisation.

In contrast to the South Sudan, the Casamance rebellion never enjoyed significant international support, and it has lost most of its initial backers. It is paradoxically the evolution of the balance of forces in favour of the Senegalese state which leads to the current deadlock. Out of their sense of superiority, the Senegalese authorities deny the political reality of the conflict and its causes, do everything they can to avoid negotiation, and thus let it degenerate, taking little notice of the consequences for the Casamançais and the risks for Senegal itself. Dakar's stand leaves no choice to the radicals within the rebellion than to try and modify the balance of forces through violence in order to impose a negotiated settlement.

Keywords : *Senegal, Casamance, Gambia, Guinea-Bissau, MFDC, nationalism, separatist struggle, guerilla war, negotiation.*